

22 | ÉCONOMIE

L'Argentine au bord du défaut de paiement

En pleine crise de Covid-19, le pays tente de trouver un accord sur sa dette avec les créanciers privés.

LOUISE MICHEL D'ANNOVILLE
@LouiseMichelD
A BUENOS AIRES (ARGENTINE)

AMÉRIQUE DU SUD L'Argentine évitera-t-elle le neuvième défaut de paiement de son histoire? C'est en effet une semaine sous haute tension pour le gouvernement argentin qui s'est engagée, en pleine pandémie de Covid-19, dans une course contre la montre pour trouver un accord sur la restructuration de sa dette de 66 milliards de dollars avant la date limite du 22 mai.

Les négociations entre l'Argentine et ses créanciers privés n'ont pas abouti lors de la dernière échéance du 8 mai, poussant le gouvernement péroniste au pouvoir depuis moins de six mois à prolonger le délai. Mais à quelques heures de la nouvelle date butoir, la perspective d'un accord entre les deux camps semble peu probable.

des premiers remboursements. « C'est une question très complexe. Il y a beaucoup d'intérêts en jeu. De nombreux facteurs doivent se conjuguer pour aboutir à un accord », analyse Daniel Marx, directeur de la Banque centrale d'Argentine (BCRA) et chargé de la négociation de la dette du pays entre 1988 et 1993.

Près de vingt ans après son défaut de paiement portant sur 100 milliards de dollars, l'Argentine - déjà en situation de « défaut virtuel » - craint de voir l'histoire une nouvelle fois se répéter si elle ne règle pas vendredi 22 mai une échéance de 500 millions de dollars liée à sa dette.

« L'Argentine est un pays habitué aux défauts. Mais cette fois-ci, le gouvernement a pris les précautions nécessaires. L'impact ne serait pas aussi important que les précédents », nuance l'économiste Martin Kalos, directeur du cabinet Epyca.



A Buenos Aires, le 18 février, une affiche du parti d'extrême gauche Nuevo Mas, réclame le non-paiement de la dette et la rupture avec le FMI.

66
milliards de dollars
Montant de dette à restructurer avant ce vendredi 22 mai.

Le ministre argentin de l'économie, Martín Guzmán, qui ne cesse de répéter qu'il est ouvert au dialogue, a d'ailleurs reconnu mardi que les négociations pourraient s'étendre au-delà du 22 mai. « Nous avons besoin d'une résolution ordonnée et d'un accord soutenable », a déclaré le jeune ministre de 37 ans qui espère ainsi fournir à l'Argentine « les conditions nécessaires pour se remettre sur pied ». Le gouvernement argentin est notamment conseillé par la Banque Lazard, Bank of America et HSBC.

Dans son offre initiale, Martín Guzmán demandait un moratoire de trois ans pour rembourser la dette émise sous législation internationale repoussant les premiers paiements à 2023. Il proposait également une importante remise de 62% sur les intérêts, soit l'équivalent de 37,9 milliards de dollars et une décote de 5,4% sur le capital, soit 3,6 milliards de dollars. Mais trois groupes majeurs de créanciers ont rejeté cette proposition estimant qu'elle impliquait « des pertes disproportionnées qui n'étaient ni justifiées ni nécessaires ». Parmi les principaux points de discordie: le montant des taux d'intérêt et le délai

Ton conciliant du FMI

Quelles seraient concrètement les conséquences d'un défaut de paiement pour l'Argentine déjà en proie à une profonde crise économique? « Cela dépend si le défaut est total ou partiel, explique Martín Kalos mais cela pourrait engendrer davantage de volatilité du taux de change, une nouvelle dévaluation du peso argentin, une hausse de l'inflation, une contraction du PIB pour 2020 et l'année prochaine ainsi que des difficultés d'accès au financement », énumère-t-il.

Dans les faits, le gouvernement et les détenteurs d'obligations privées ont tout intérêt à conclure un accord et éviter le défaut. L'impact du coronavirus sur l'économie argentine ainsi que les taux d'intérêt mondialement bas ont récemment changé la donne et pourraient pousser les créanciers à être plus flexibles dans les négociations.

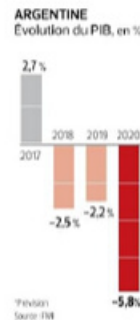
L'Argentine est également confrontée à un autre défi de taille, mais toutefois moins urgent car les premiers paiements sont prévus pour 2022: le remboursement du prêt de 44 milliards de dollars octroyé par le Fonds monétaire international (FMI) en 2018 pendant le mandat de Mauricio Macri, l'ancien président de centre droit. Le ton est résolument conciliant avec l'institution financière qui, lors d'une mission à Buenos Aires en février dernier, s'était rangée du côté de l'Argentine en estimant que sa dette n'était pas « soutenable » et avait appelé les bailleurs privés à l'alléger.

Une économie malade devenue patient à haut risque

« Loyer, électricité, téléphone », énumère un commerçant, l'air désabusé, en ramassant la pile de factures qui s'est amoncelée devant la devanture de son magasin de vêtements. Il y a deux mois, cette septuagénaire a baissé les grilles de sa boutique pour respecter les mesures de confinement obligatoire décrété par le nouveau président argentin, Alberto Fernández, au pouvoir depuis cinq mois. « Depuis 1976, j'ai survécu à toutes les montgolfières russes de l'économie argentine, dont la crise financière de 2001. Mais cette fois-ci, j'ai bien peur de devoir mettre la clé sous la porte », confie-t-elle.

Dans cette rue commerçante de Buenos Aires, les panneaux « à vendre » ou « à louer » se succèdent et pourraient encore se multiplier dans les mois à venir. Les conséquences de la pandémie sont une nouvelle épreuve pour l'Argentine, déjà secouée par une grave crise économique et sociale, la pire qu'ait connue le pays depuis sa faillite en 2001. La troisième économie d'Amérique latine est en récession pour la deuxième année consécutive et connaît une inflation galopante: 54% en 2019, son plus haut niveau depuis près de trente ans.

Mi-mars, alors que le pays ne comptait qu'une centaine de cas de coronavirus, le chef de l'État,



péroniste (centre gauche), se démarquait de ses voisins brésiliens et chiliens en prenant des mesures drastiques pour lutter contre la propagation du virus. À ses détracteurs, Alberto Fernández rétorquait qu'il ne fallait pas tomber dans le piège d'un « faux dilemme entre la santé et l'économie » et annonçait des mesures d'aide destinées aux entreprises pour faire face à la paralysie de l'économie.

« Situation critique »

« Les efforts du gouvernement ont été importants mais ils ne suffisent pas pour affronter la tempête actuelle », estime Vicente Donato, président de l'Observatoire argentin des petites et moyennes entreprises (PME). Selon lui, pour les entreprises déjà fragilisées par deux années de crise, la « situation est aujourd'hui critique ». Sur les 600 000 PME du pays, 10% d'entre elles menacent de fermer, ce qui impliquerait le licenciement de 260 000 employés. La construction et le commerce figurent parmi les secteurs les plus touchés, sans oublier celui de l'industrie qui a chuté de 17% pour le seul mois de mars alors que le secteur accumulait déjà une baisse de 6,4% en 2019.

« Le pays n'a pas les épaves pour tenir sur le long terme. Jusqu'à présent, le gouvernement a financé ces aides grâce à l'émission

monétaire mais cela a des conséquences inflationnistes et un impact sur la valeur du « dollar parallèle » que les Argentins utilisent comme monnaie de référence », poursuit Vicente Donato.

Le gouvernement a également mis en place un « revenu familial d'urgence » d'un montant de 140 euros pour les ménages les plus vulnérables. Les mesures de distanciation sociale frappent de plein fouet ceux qui vivent au jour le jour de petits boulots et les travailleurs du secteur informel, qui représentent près d'un actif sur trois en Argentine. Alors que l'hiver austral arrive, les files devant les soupes populaires s'allongent. Depuis le début de la crise sanitaire, la pauvreté a progressé et touche désormais 45% de la population, selon les derniers chiffres de l'Université catholique argentine.

Alors que le Fonds monétaire international (FMI) prévoit une contraction de 6% du PIB argentin pour 2020, Kristalina Georgieva, sa directrice générale, a comparé l'Argentine à un patient à haut risque dans ce contexte de pandémie. « De la même manière qu'un virus frappe plus fortement les personnes avec des pathologies prévalables, il frappe aussi plus durement les pays qui souffrent de problèmes préexistants », a-t-elle assuré.

Le futur incertain de Vaca Muerta, gigantesque gisement en Patagonie

La chute historique des cours du pétrole et l'effondrement de la demande locale provoquée par la pandémie de coronavirus obscurcissent l'avenir de Vaca Muerta, la « vache morte » en espagnol. Située à plus de 1 000 kilomètres de Buenos Aires, au milieu de la steppe patagonienne, cette formation géologique abrite la deuxième réserve mondiale de gaz de schiste et la quatrième de pétrole de schiste.

Pour soutenir la production dans ce gisement de 30 000 km², le gouvernement a décidé de fixer jusqu'à la fin de l'année un prix de

référence à 45 dollars le baril, soit près de 30% au-dessus des prix du brut Brent. « Dans le contexte actuel, l'activité est aujourd'hui quasiment paralysée à Vaca Muerta », explique Alejandro Einstoss, professeur d'économie à l'université de Buenos Aires et membre de l'Institut argentin de l'énergie General Mosconi. « L'objectif de ce prix de référence est de maintenir la production locale, les investissements et les emplois », poursuit-il.

Découvert en 2010, cet immense gisement de la superficie de la Belgique est à cheval sur quatre provinces (Neuquén, Río Negro, la

Pampa et Mendoza). Promesse d'entrée de devises pour l'Argentine et synonyme d'indépendance énergétique, Vaca Muerta a fait fantasmer les gouvernements successifs. « L'Argentine est la nouvelle Arabie saoudite », s'enthousiasmait en 2014 l'ex-présidente argentine Cristina Kirchner - aujourd'hui vice-présidente - qui souhaitait à l'époque rebaptiser le gisement Vaca Viva, la « vache vivante ».

En 2017, l'ancien président de centre droit Mauricio Macri (2015-2019) misait lui aussi sur cet éldorado pour doper l'économie.



Vue aérienne des installations de l'exploitation de Vaca Muerta, dans la province de Neuquén, la deuxième réserve mondiale de gaz de schiste et la quatrième de pétrole de schiste. EMILIANO LASALVA/AFP

Il lance alors un vaste plan pour attirer les investissements étrangers, car les techniques d'exploitation sont complexes et coûteuses, et décide de subventionner jusqu'en 2020 le prix du gaz à un tarif bien supérieur à ceux du marché.

Besoin d'exporter

Mais pour qu'il soit rentable, le projet de Vaca Muerta ne peut pas reposer seulement sur la demande locale: « Il faut exporter », expli-

que Florencia Balestro, économiste spécialisée en énergie. Un pari compliqué avec l'effondrement des prix internationaux qui ne lui permet pas d'être compétitif. « Le grand défi sera également de pouvoir opérer sans les subventions de l'État », ajoute Alejandro Einstoss. Après avoir investi pendant près de dix ans, l'Argentine devra donc encore attendre avant de voir son rêve se réaliser: faire de Vaca Muerta le moteur de son économie.

COTATIONS HEBDOMADAIRES

Date de valorisation:	Nom du Fonds	Vocation	Valeur à la création	Valeur précédente	Valeur liquidative
18/05/2020					
	Aviva Investors France 14 Rue Roquepine 75008 Paris Tél.: 01 76 62 90 00 / 01 76 62 91 01				
	AFER ACTIONS EURO	ACTIONS ZONE EURO	76,00	109,34	114,27
	AFER ZEPER	DIVERGEE	19,00	3,35	39,16
	AFER PATRIMONE	DIVERGEE	500,00	528,94	560,26
	A. DIVERGEE DURABLE	DIVERGEE	500,00	682,56	493,69
	AFER ACTIONS MONDIALE	ACTIONS INTERNATIONALES	500,00	997,34	988,06

PROCHAIN PARIUTION 29/05/2020